

CONTRE LA SALE GUERRE D'ERDOGAN EN SYRIE, SOLIDARITE AVEC LE ROJAVA !

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 18 / 10 / 2019

Depuis plus d'une semaine, l'armée turque, deuxième armée de l'OTAN, attaque les territoires du Nord et de l'Est de la Syrie, qu'on appelle aussi Rojava, gouverné par une Administration autonome (AANES). La Turquie pilonne des villes et des agglomérations situées le long de la frontière entre la Syrie et la Turquie. L'armée turque et ses supplétifs – dont beaucoup sont des forces jihadistes – ont franchi la frontière pour tenter de s'emparer des villes de Serêkaniyê (Ras al Ain) et de Tel Abyad (Girê Spî). De violents combats se déroulent dans les villes et les villages environnants.

En face d'elle, il y a les FDS (Forces démocratiques syriennes), composées principalement de citoyens syriens arabes, turkmènes, chrétiens syriaques et les YPG/YPJ, les combattantes et combattants kurdes.

Une expérience intolérable pour Erdogan

Pourquoi la Turquie les attaque-t-elle ? Parce que depuis que les YPG/YPJ ont vaincu Daech en arrêtant leur déferlement à Kobané en 2014, il s'est mis en place très vite au nord et à l'Est de la Syrie un système politique qui tranche profondément avec les dynamiques régionales : le développement du multiconfessionnalisme, le respect de l'autonomie des nationalités, les avancées concernant les droits des femmes... rendent son existence intolérable pour l'autocrate Erdogan.

En difficulté dans son pays parce qu'il vient de perdre les élections municipales dans toutes les grandes villes turques, Erdogan a choisi la guerre pour retrouver une légitimité en s'appuyant sur un nationalisme turc très vivace.

Le feu vert à cette attaque a été donné avec l'annonce, par Donald Trump, du retrait des troupes étatsuniennes (environ 2000 soldats), qui gênaient Erdogan dans ses projets d'invasion.

Depuis une semaine, les FDS, sans armement lourd, sans aviation, résistent aux bombardements et aux tirs d'artillerie lourde de

l'armée turque. Leurs appels au secours lancés à la communauté internationale sont restés vains. Le seul souci des pays européens semble être l'évasion massive des prisonniers jihadistes détenus par les Kurdes, largement favorisée par des bombardements turcs ciblés sur les prisons et les camps de prisonniers.



L'urgence de la mobilisation

La France, l'Allemagne et d'autres pays européens ont annoncé l'arrêt des livraisons d'armes à la Turquie, mais les stocks d'Erdogan sont énormes. A elle seule, la France a vendu pour près de 500 millions d'euros de systèmes de pointe à la Turquie, et le principal fournisseur, les États-Unis, reste muet.

Dos au mur, confrontées à un projet d'extermination par l'armée turque et ses brigades jihadistes et conscients que les Occidentaux ne lèveront pas le petit doigt, l'Administration

autonome et les FDS ont passé un accord avec le régime syrien et la Russie. Un « choix » tragique lorsque l'on sait qu'Assad et Poutine, bourreaux des populations vivant en Syrie, profiteront de cette opportunité pour poursuivre et étendre leur politique meurtrière, entre autres à Idleb, mais aussi pour démanteler les FDS et écraser, à terme, l'expérience de l'administration autonome du Rojava.

L'heure est à la solidarité internationaliste ! Il est urgent de se mobiliser pour exiger l'arrêt immédiat de l'opération militaire turque, des sanctions contre le régime Erdogan, un embargo total sur les armes en direction de la Turquie (ce sont les FDS qui devraient être armées !) et le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes de l'UE.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



FAUSSE TRANSITION ... VRAI CHANTAGE PATRONAL

Avec l'accord de compétitivité, Renault veut faire accepter de nouveaux reculs à des syndicats bienveillants. Après ceux de 2013 et de 2017, on connaît la rengaine. Mais cette fois, nos patrons ne s'engagent même plus sur des garanties. Ils utilisent le prétexte de la transition écologique comme chantage sur nos emplois pour obtenir des subventions de l'État. Alors que notre boulot pourrait régler en partie la pollution automobile, ils veulent nous faire payer leurs choix industriels, dictés uniquement par le profit. De l'argent pour nos emplois et nos salaires, il y en a largement, avec tous les bénéfices accumulés depuis des années. Alors pas question d'accepter de nouveaux sacrifices.

CAP2020, CAP2021 : RENAULT, MICHELIN ... L'ARNAQUE

L'accord de compétitivité Renault CAP2020 est prolongé. En espérant, au vu de ce qui se passe à Douai ou à Oran, que l'ex-patron de Michelin J.D Senard n'appliquera pas les mêmes méthodes qu'à l'usine Michelin de La Roche sur Yon. Le « pacte d'avenir » signé par deux syndicats en 2016 n'a en rien empêché la décision de fermeture. Malgré 330 millions d'aides publiques et 1,6 milliards de profits en 2018, Michelin laisse sur le carreau plus de 600 salariés et une centaine d'autres à Cholet, Montceau-les-Mines, Vannes et Poitiers. Et persiste avec un pacte d'avenir CAP2021. Un appel à la grève illimité a été lancé le 10 octobre, avec une grève dans tous les sites Michelin le 24.

QUAND LES PATRONS EXIGENT DES AIDES DE L'ETAT

Au nom des patrons de l'automobile, le PDG de PSA Carlos Tavares demande à l'État de mettre la main à la poche pour « soutenir » la conversion à l'électrique : « *les gouvernements de l'UE doivent suivre le rythme croissant avec lequel nous lançons ces voitures en augmentant énormément les investissements (...). En outre, ils doivent également mettre en place des incitations à l'achat durable* » (rapport de l'Association des Constructeurs Européens d'Automobiles). Avec tout ce qu'ils versent aux actionnaires et ce que coûtent les PDG et leurs goûts de luxe, les constructeurs automobiles crient misère...

SOUTIEN A LA GREVE DE GENERAL MOTORS

Depuis le 16 septembre 50 000 travailleurs de General Motors aux États-Unis sont en grève, la plus longue depuis 50 ans. Faute d'approvisionnement en pièces, l'arrêt de la production s'étend à des sous-traitants, aux usines GM du Canada et du Mexique, où 8 000 ouvriers viennent d'être mis au chômage technique. Principales revendications : augmentation des salaires, même travail - même salaire (les nouveaux embauchés sont payés moitié moins) et réouverture des usines fermées il y a quelques mois. Après des années de sacrifices, ils ont décidé de dire non ! Les enjeux de cette grève dépassent largement GM. Dans toute l'industrie automobile, c'est le même recours aux intérimaires et aux sous-traitants pour nous diviser et nous affaiblir. Et si, en France, leur grève servait d'exemple pour nous dire que c'est le seul moyen d'obtenir satisfaction ?

FAST : DES RECETTES NEFASTES

Sur l'intranet du TCR : « Comment gérer sa charge cognitive pour être plus efficace au travail ». Ce document dénonce les méfaits des open spaces, avoue le droit à la déconnexion, recommande la rêverie et conseille de s'aérer l'esprit. Mais derrière ces slogans, toujours la même pression. FAST s'installe dans l'ingénierie en ressasant ces recettes éculées : « faire mieux, plus vite, moins cher ».

UN RACISME QUI VIENT D'EN HAUT

S'inspirant de Marine Le Pen, Macron lance l'offensive contre l'immigration et sermonne les « bourgeois de centre-ville qui eux, sont à l'abri ». À l'abri de quoi, au fait ? De la difficulté à boucler leurs fins de mois et des licenciements, c'est certain. Macron qui blâme les bourgeois, c'est le cynisme à l'état pur ! Difficile de croire qu'il se soucie des classes populaires : toute sa politique consiste à accroître précarité et exploitation et même voler nos retraites. S'il agite le sujet de l'immigration, c'est pour faire diversion et chasser sur le terrain électoral de Le Pen. Lui qui a accusé mensongèrement les Gilets jaunes de racisme et d'antisémitisme, il prône maintenant la xénophobie d'État !

GRAND BLABLA RETRAITES : SI, ON A BIEN COMPRIS !

« *Le système par points, en réalité, permet une chose qu'aucun homme politique n'avoue : ça permet de baisser chaque année la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions* » (François Fillon, alors candidat à la « primaire de la droite » devant les patrons le 10 mars 2016 / Public Sénat).



DROLE D'AMBIANCE DANS L'ALLIANCE

Un coup de force du conseil d'administration, réuni en urgence le 11 octobre : l'éviction « avec effet immédiat » de Thierry Bolloré, N°2 du groupe. Celui-ci sans malice dénonçait à la presse « la brutalité de ce qui est en train de se passer chez Renault ». Pour une fois que cette violence s'exerce vers le haut. A ceci près qu'en partant, il pourrait toucher 6,2 millions d'euros.

FAKE-NEWS ET THEORIE DU COMLOT

Patrick Pélat, ex-N°2 de Renault remercié par Ghosn en 2011 dans l'affaire des vrais-faux espions, se réjouit à son tour que le N°2 ait été viré. "Je peux même dire que je l'espérai et je n'étais probablement pas le seul" (BFM, 14/10/2019). Il livre au passage des infos sur l'ambiance de franche camaraderie qui règne dans les hautes sphères du groupe : "Si quelqu'un, qui a une carrière brillante, qui a tout réussi, peut se faire virer sur la base d'un mensonge, alors tout le monde peut se faire virer. Et ça, ça créé une ambiance absolument abominable dans l'entreprise".

RENAULT-SOVAB : NI PREVENANCE, NI PREVENTION

Lors de travaux de maintenance dans une cabine de peinture à l'usine Renault SOVAB de Batilly, un ouvrier intérimaire a été grièvement brûlé dans un incendie le 7 août. Il est mort après 7 semaines de souffrances. Pas un mot de la part de la direction. Un incendie dans une autre cabine de peinture s'était déjà déclaré le 18 février dernier. La suppression des CHSCT suite aux ordonnances Macron va aggraver les risques d'accidents.